

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 024/OLUCOME/09/2017 PORTANT SUR LE
CAPITAL HUMAIN BURUNDAIS EN PERIL UNE DES CAUSES DE LA REDUCTION DE
LA PRODUCTION NATIONALE.**

« Le capital humain burundais devrait être protégé partout où il se trouve conformément aux conventions internationales ratifiées par le Burundi. »

1. Le capital humain est un facteur principal dans la production nationale. De ce fait, l'OLUCOME trouve qu'il devait être entretenu, protégé et amadoué pour autant qu'il contribue d'une façon ou d'une autre dans le développement de la Nation. L'être humain est un être extraordinaire du fait qu'il a été créé à l'image de Dieu et de plus, personne n'a le droit de lui ôter sa vie car cette vie est sacrée, selon la déclaration universelle des droits de l'homme. Pour l'OLUCOME, une vie enlevée est une perte économique énorme à la famille et à l'Etat car ces derniers perdent des investissements effectués et le temps mis pour transformer cette personne en une main d'œuvre, en un facteur principal de la production nationale. Bien plus, dans une chaîne de production lorsqu'un élément manque, ce vide se fait constater dans la quantité produite.
2. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) rappelle cette réalité au moment où le Burundi vient de perdre ses 35 fils et filles à Kamanyola en République Démocratique du Congo en date du 22 septembre 2017. A cet effet, l'Observatoire rappelle aussi que tuer, assassiner est un acte des faibles d'esprit émanant du manque de confiance soi, de l'ego, de l'orgueil et de la colère et occasionne des conséquences graves de malédiction pour ces assassins d'abord, puis pour leurs familles et enfin pour leur pays. Pour l'Observatoire, un gouvernement qui n'est pas touché par une vie perdue ou menacée possède un problème de la mauvaise gestion du capital humain car l'expérience des pays développés prouve que la prise de conscience de ces pays en cette matière leur a permis d'entretenir, de protéger et de valoriser son capital humain, un des facteurs causals de leur développement.
3. Selon plusieurs spécialistes, une personne digne de son nom doit avoir une conscience et des émotions qui fonctionnent positivement. Au cas contraire, l'individu devient comme un chien enragé. Les tueries de 35 burundais à Kamanyola qui n'ont pas interpellé les uns et les autres, plus particulièrement le Gouvernement burundais à observer un deuil national est un cas parlant. Les crises de violences des années 1965, 1972, 1988, 1991, 1993 et 2015 nous ont laissés certainement des blessures émotionnelles dans nos cognitions de telle sorte qu'elles se transmettent de génération en génération et aujourd'hui, il devient difficile de considérer que la perte de vie a bel et bien des conséquences négatives au niveau de la production nationale.
4. Dans le but de contribuer à ce que le capital humain burundais soit entretenu, protégé et valorisé pour le développement économique du pays tout en sachant que

le taux de croissance économique est actuellement négatif, du moins, selon les données des institutions internationales crédibles, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Au Gouvernement en place :

- a. d'arrêter les tueries des burundais qui se commettent au pays ;
- b. de déclarer l'observation d'une journée de deuil national relative à ce massacre opéré à l'endroit de 35 burundais à Kamanyola ;
- c. d'adopter un programme de détraumatisation ;
- d. de sanctionner les auteurs des crimes commis au Burundi par le biais de la justice.

Au Haut-Commissariat des Réfugiés (HCR) et aux Gouvernements abritant les réfugiés :

- a. de protéger convenablement les réfugiés dans leurs pays respectifs car cette mission incombe à leur responsabilité.

Aux participants dans les pourparlers inter burundais externes :

- a. de considérer que la politique nationale de détraumatisation au Burundi doit être insérée dans l'accord des négociations pour permettre le développement durable au pays.

Fait à Bujumbura, le 30/09/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

